ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 51.255/4
DU 11 JUIN 2012

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée des Travaux publics et des Transports, le 2 mai 2012, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours prorogé de trente jours [(*)], sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale « portant le statut administratif et pécuniaire des agents de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale », a donné l'avis suivant :

[(*)] par lettre de la Ministre du 24 mai 2012.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Le projet examiné détermine le premier statut administratif et pécuniaire des agents de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale, ci-après l'Agence du stationnement, créée par l'ordonnance du 22 janvier 2009 'portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale' (ci-après l'ordonnance du 22 janvier 2009). Il est très largement inspiré de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2002 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale' (ci-après l'arrêté du 26 septembre 2002). L'auteur du projet n'a toutefois pas apporté à ce texte toutes les adaptations nécessaires aux spécificités de l'Agence du stationnement [1] et, pour certaines modifications, n'a pas veillé à une parfaite intégration dans le texte en projet.

Puisque la demande d'avis est assortie d'un délai, même si l'auteur du projet a accepté de le prolonger, la section de législation n'a pas pu procéder à un examen exhaustif des adaptations ou vérifier s'il ne faut pas procéder à d'autres corrections du projet.

L'auteur du projet est dès lors invité à procéder à un nouvel examen minutieux de celui-ci avant son adoption.

2. La section de législation relève que le projet ne prévoit pas une prime de vie chère à la différence de l'arrêté du 26 septembre 2002 [2]. Il appartient à l'auteur du projet de pouvoir justifier cette différence de traitement par rapport au principe d'égalité.

3. La section de législation relève également que le projet ne prévoit pas, à la différence de l'arrêté du 26 septembre 2002, une allocation forfaitaire allouée aux comptables.

---

[1] Il n'a également pas procédé à des adaptations purement formelles telles que remplacer les mots « l'organisme » par « l'agence ».

[2] Voir l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 décembre 2011 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2002 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale'.

Il appartient à l'auteur du projet de pouvoir justifier cette différence de traitement par rapport au principe d'égalité.

4. Diverses dispositions en projet utilisent les expressions de « lettre recommandée à la poste » [3] ou de courrier ou de note présentée au domicile « par la poste » [4]. L'attention de l'auteur du projet est cependant attirée sur ce que, depuis l'entrée en vigueur, le 31 décembre 2010, de la loi du 13 décembre 2010 'modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges et modifiant la loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques et les services de certification', les envois recommandés utilisés dans le cadre de procédures judiciaires ou administratives ne sont plus réservés à « La Poste » [5]. En conséquence, les mots « à la poste » seront omis et les mots « par la poste » seront remplacés par les mots « par l'opérateur postal ».

5. Dans l'avis 51.355/2, donné le 6 juin 2012, sur un projet d'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune 'modifiant l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 5 juin 2008 portant le statut administratif et pécuniaire des fonctionnaires et stagiaires des Services du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale', la section de législation a fait l'observation suivante :

> « Articles 77 à 79
>
> La rédaction des dispositions en projet doit être amendée pour tenir compte de ce que l'exécutif provincial est dénommé 'collège provincial' en Région wallonne et 'députation' en Région flamande, et non 'députation permanente', et que les organes territoriaux intracommunaux dont il est question à l'article 41, alinéas 2 à 4, de la Constitution sont dénommés, s'agissant de l'organe élu, 'conseils de secteurs' et non 'conseils de district' en Région wallonne ».

Les dispositions pertinentes du projet appellent *mutatis mutandis* la même observation.

---

[3] Voir, notamment, les articles 63, 77, 92, 132, 136, 141, 296, et 320.

[4] Voir, notamment, l'article 63, § 2, alinéa 1er.

[5] L'article 144*octies* de la loi du 21 mars 1991 'portant réforme de certaines entreprises publiques économiques', qui, en son paragraphe 3, réservait à La Poste « le service des envois recommandés (physiques) utilisés dans le cadre des procédures judiciaires ou administratives », a en effet été remplacé par l'article 17 de la loi du 13 décembre 2010.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. La demande d'avis ne contient aucun document de nature à établir que les formalités mentionnées au préambule, c'est-à-dire l'avis de l'Inspecteur des Finances, l'accord du Ministre du Budget et la concertation syndicale, ont été correctement accomplies. Il appartient à l'auteur du projet de s'en assurer.

2. En ce qui concerne l'accord du Ministre de la Fonction publique, il est renvoyé à l'observation ci-dessous sur le ministre proposant.

3. Conformément à l'article 19, § 1er, de l'A.R.P.G.,

> « Les dispositions du statut qui placent les agents absents dans une position administrative leur conservant le droit au traitement, à l'avancement de traitement, à l'ancienneté administrative ou les titres à la promotion sont préalablement approuvées par l'autorité fédérale compétente en matière de pensions ».

Diverses dispositions du projet ne peuvent par conséquent produire d'effets que moyennant cette approbation préalable, qui semble faire actuellement défaut.

4. L'article 168 du projet permet aux agents de bénéficier d'un congé pour interruption de carrière accordé en vertu de la loi de redressement du 22 janvier1985 'contenant des dispositions sociales' selon le régime fixé par l'arrêté royal du 7 mai 1999 'relatif à l'interruption de la carrière professionnelle du personnel des administrations'.

Selon l'article 3 de cet arrêté royal,

> « Chaque acte juridique émanant d'une autorité publique non fédérale qui a pour but de rendre applicable(s) les dispositions du présent arrêté à son personnel, ne produit ses effets que lorsqu'il a obtenu l'accord préalable du Conseil des Ministres fédéral ».

5. L'auteur du projet veillera à obtenir cet accord et cette autorisation préalables.

FONDEMENT JURIDIQUE

Selon son préambule, le projet trouve son fondement juridique dans l'article 11 de la loi du 16 mars 1954 'relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public'.

Or l'Agence du stationnement n'est pas mentionnée à l'article 1er de cette loi qui énumère les organisations auxquelles elle s'applique. Une disposition de cette loi ne peut donc pas procurer un fondement juridique au projet examiné.

Son fondement juridique est l'article 28 de l'ordonnance du 22 janvier 2009 qui habilite le Gouvernement à arrêter le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Agence du stationnement.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Ministre proposant

Il convient que les arrêtés de Gouvernement soient proposés par tous les ministres qui sont compétents dans les matières faisant l'objet de l'arrêté.

Le projet déterminant un nouveau statut administratif et pécuniaire, l'arrêté en projet doit dès lors être également proposé par le ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions.

L'auteur du projet doit dès lors préciser à chaque fois le ministre auquel il est fait référence, voir à titre d'exemple l'article 17, alinéas 2, 4 et 5.

PRÉAMBULE

1. Le préambule sera modifié afin de mentionner le fondement juridique du projet, à savoir l'article 28 de l'ordonnance du 22 janvier 2009.

2. Il n'y a pas lieu de citer l'arrêté en projet dans son préambule. L'alinéa 3 sera dès lors omis.

3. Le préambule sera complété par des visas mentionnant l'accomplissement des formalités préalables encore à accomplir [6].

4. L'avis du Conseil d'État sera mentionné comme suit :

« Vu l'avis 51.255/4 du Conseil d'État, donné le 11 juin 2012, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 » [7].

---

[6] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations nos 17, 19, spéc. 31 et sv.

[7] *Ibid.*, recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2.

DISPOSITIF

STRUCTURE

1. La structure du texte en projet doit être revue car elle est erronée :

- le livre « premier » ne comporte pas de titre II ;

- l'article 3 doit appartenir au chapitre III du titre « premier » du livre « premier » ;

- le chapitre « premier » du titre III du même livre ne comporte pas de section 6 ;

- l'article 106 ne comporte qu'un seul paragraphe ;

- le titre VII du même livre comporte un chapitre III*bis* ;

- l'article 284 est vide ;

- le chapitre II du titre « premier » du livre II est vide ;

- l'article 377 est vide ;

- le titre III du même livre, ne comporte pas de chapitres V et VI ;

- la structure du livre IV fait l'objet d'une observation particulière ;

- il y a par erreur un article 432*ter* dans la version française.

2. Les livres, les titres et les chapitres doivent être numérotés en chiffres arabes [8].

Article 1er

Dans la version française, il y a lieu d'écrire « article 1er » au lieu de « article 1 ».

[8] *Ibid*., recommandation n° 64.

Article 2

Le texte en projet énonce l'obligation pour les agents de « respecter strictement le principe de neutralité ».

Sur ce principe et la question du port des vêtements ou signes apparents à caractère convictionnel, il est renvoyé aux avis donnés le 13 juillet 2010 sur une proposition d'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale 'modifiant la Nouvelle Loi communale' (avis 48.144/4/AG [9]), sur une proposition d'ordonnance de la même Région 'modifiant l'article 27*bis* de la loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales en vue d'interdire le port de signes convictionnels par les membres du personnel des intercommunales en Région bruxelloise' (avis 48.146/4/AG [10]) et sur une proposition d'ordonnance de la Commission communautaire commune 'modifiant la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale visant à interdire le port de signes convictionnels par les membres du personnel des centres publics d'action sociale de la Région de Bruxelles-Capitale et des associations hospitalières de la Région de Bruxelles-Capitale' (avis 48.147/4/AG [11]).

Article 16

L'article 16 du projet a pour objet de rendre la Commission de recours commune instituée par l'arrêté du 26 septembre 2002 compétente pour les recours en matière de stage, d'évaluation, d'absences, de congés, de disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et de déclaration d'inaptitude professionnelle définitive, selon les mêmes règles de procédure et de fonctionnement.

L'auteur du projet reproduit toutefois des règles de procédure et de fonctionnement dans d'autres articles du projet examiné, par exemple aux articles 52 et suivants, 108 et suivants et 270 et suivants. Une telle façon de procéder présente des risques d'incohérences si le texte auquel il est fait référence est modifié sans que le texte en projet le soit et inversement.

L'auteur du projet est donc invité à le revoir afin de ne plus prévoir dans celui-ci des règles de procédure ou de fonctionnement de cette commission. Les agents de l'Agence du stationnement seront soumis aux règles de procédure prévues par l'arrêté du 26 septembre 2002 en vertu de l'article 16 du projet.

---

[9] *Doc. parl.*, Parl. R.B.C., 2009-2010, n° A-48/2.

[10] *Doc. parl.*, Parl. R.B.C., 2009-2010, n° A-50/2.

[11] *Doc. parl.*, A.C.C.C., 2009-2010, n° B-10/2.

Article 17

À l'article 17, alinéa 4, 2°, du projet, la délégation faite au ministre de fixer l'allocation accordée au président et aux membres des commissions de sélection est excessive, compte tenu notamment de l'incidence budgétaire de pareille décision.

Article 19

Dans sa version actuelle, l'article 19 du projet ne prévoit pas qu'une allocation puisse être accordée par le Gouvernement aux membres de la commission d'évaluation.

Article 21

Au paragraphe 2, 4°, il y a lieu de renvoyer à l'annexe 2 et non au tableau annexé.

Article 22

L'auteur du projet n'a pas repris le grade de capitaine de port, qui est d'ailleurs étranger aux missions de l'Agence du stationnement. Les références qui subsistent à ce grade doivent donc être omises dans l'alinéa 1er.

La même observation vaut pour l'article 67, alinéa 1er.

Article 23

Le projet prévoit à l'article 23 que le recrutement sera organisé, non par SELOR, mais par le Conseil d'administration de l'Agence du stationnement.

Le fait de ne pas confier à SELOR l'organisation de ces épreuves de recrutement n'appelle pas d'objection au regard de l'article 87, § 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles'. Dans l'arrêt n° 78/2000 du 21 juin 2000, la Cour constitutionnelle a en effet précisé comme suit la portée de cette disposition de la loi spéciale [12] :

« L'article 87, § 2, impose à chaque gouvernement de recruter son personnel par l'intermédiaire du Secrétariat permanent de recrutement du personnel de l'État,

[12] Voir l'arrêt C.C. n° 78/2000 du 21 juin 2000, B.2.2.

aujourd'hui SELOR. Il n'impose pas la même obligation aux personnes morales de droit public qui dépendent des communautés et des régions ».

Toutefois le projet examiné s'écarte ainsi du régime prévu à l'article 27 de l'arrêté du 26 septembre 2002 qui prévoit l'intervention de SELOR. L'auteur du projet doit pouvoir le justifier au regard des principes d'égalité et de non-discrimination consacrés par les articles 10 et 11 de la Constitution ainsi que de la volonté du législateur régional de rendre applicable au personnel de l'Agence du stationnement l'arrêté du 26 septembre 2002 qui prévoit une intervention obligatoire de SELOR [13].

Article 25

1. Dans la version française de l'article 25, à l'alinéa 1er, les mots « le ministre fonctionnellement compétent » seront omis.

2. À l'alinéa 2, il y a une discordance entre les textes français et néerlandais, la mention du « Moniteur belge » n'apparaissant pas dans la version néerlandaise.

3. À l'alinéa 4, avant-dernière phrase, il est prévu que c'est la « date d'envoi » de la convocation à l'épreuve de sélection qui détermine la prise de cours du délai de huit jours devant séparer au minimum cette convocation et la date de l'épreuve.

Cette disposition applique, en matière de notification d'un document faisant courir un délai, la « théorie de l'émission ». Or celle-ci a été à plusieurs reprises condamnée par la Cour constitutionnelle [14]. Il y a lieu de lui substituer la « théorie de la réception ».

Cette difficulté est doublée du fait que c'est par simple lettre que la convocation a lieu, ce qui peut susciter d'importants problèmes de preuve de sa régularité. Mieux vaut prévoir un envoi recommandé.

Dans sa jurisprudence, la Cour constitutionnelle a souligné qu'il est raisonnablement justifié que, pour éviter toute insécurité juridique, les délais de procédure commencent à courir à partir d'une date qui ne soit pas tributaire du comportement des parties. Selon la Cour, l'objectif d'éviter l'insécurité juridique peut aussi être atteint en faisant courir le délai à partir du jour où le destinataire a pu, selon toute vraisemblance, en avoir connaissance, c'est-à-dire à la date où le pli recommandé a été présenté à son domicile, sans avoir égard à la

[13] Voir l'exposé des motifs, *Doc. parl.*, Parl. R.B.C., 2007-2008, n° A-498/1, p. 25.

[14] C.C., n° 170/2003, 17 décembre 2003 et note d'observations J.-FR. VAN DROOGHENBROECK, « Revirement spectaculaire : détermination de la date de notification par application de la théorie de la réception », *J.T.*, 2004, p. 47 ; voir aussi : C.C., n° 166/2005, 16 novembre 2005 ; n° 34/2006, 1er mars 2006 ; n° 43/2006, 15 mars 2006 ; n° 85/2007, 7 juin 2007 ; n° 123/2007, 26 septembre 2007 ; n° 162/2007, 19 décembre 2007 ; n° 178/2009, 12 novembre 2009.

date à laquelle, le cas échéant, il a effectivement retiré le pli à la poste. Le jour où le destinataire est supposé, en toute vraisemblance, en avoir pris connaissance est le troisième jour ouvrable qui suit celui où la lettre a été remise aux services de la poste, sauf preuve contraire du destinataire (article 53*bis* du Code judiciaire) [15].

La disposition à l'examen devra être revue en ce sens, tout en tenant compte de ce qu'il y a lieu désormais de viser « l'opérateur postal » et non plus « La Poste ».

La même observation vaut pour l'article 30, § 1er, alinéa 7.

4. La version française des alinéas 4 et 5 doit être adaptée conformément à la version néerlandaise des mêmes dispositions.

Article 27

L'article 27, alinéa 2, 3°, prévoit la possibilité d'imposer, pour un concours déterminé, la condition d'un âge minimum.

La section de législation n'aperçoit pas, à première vue, d'hypothèse dans laquelle une telle discrimination fondée uniquement sur l'âge pourrait être justifiée.

Article 31

1. L'article 31, § 1er, alinéa 2, du projet prévoit que les résultats des épreuves figurent au dossier individuel du lauréat dès « sa nomination en qualité d'agent ». Le mot « nomination » fait référence à la nomination qui n'a lieu qu'après le stage alors qu'il peut être utile que cet élément figure au dossier du lauréat dès son admission au stage. L'auteur du projet est invité à examiner s'il n'y a pas lieu de modifier le projet à cet égard.

2. L'article 31, § 6, dernier alinéa, prévoit que le lauréat qui a été provisoirement écarté et qui ne satisfait pas aux conditions est exclu. Le projet examiné ne précise pas les conditions dans lesquelles un lauréat classé en ordre utile peut être provisoirement écarté. Cela rend cet alinéa incompréhensible. L'auteur du projet le complètera afin d'y prévoir les conditions dans lesquelles un lauréat peut être provisoirement écarté ou omettra la référence à un candidat provisoirement écarté.

---

[15] C.C., n° 34/2006, 1er mars 2006, B.10 et B.11 ; n° 85/2007, 7 juin 2007, B.3 et B.4.

Article 32

L’article 32 du projet examiné prévoit de permettre de faire appel aux réserves de lauréats qui relèvent des autorités fédérales ou des autres autorités fédérées. Dans ce cas, une ou plusieurs épreuves complémentaires doivent être organisées selon les règles prévues à l’article 30, en projet.

Le projet examiné ne permet toutefois pas de déterminer comment cette possibilité s’articule avec l’obligation de consulter les lauréats de l’épreuve générale dans l’ordre du classement général.

Il y a dès lors lieu de le compléter afin de prévoir, d’une part, que le Conseil d’administration ne peut faire appel à une réserve de recrutement externe que si la réserve de l’Agence de stationnement est épuisée ou qu’elle n’a pas constitué une réserve pour le métier, groupe de métiers, emploi ou groupe d’emplois pour l’emploi à conférer et, d’autre part, l'ordre dans lequel des réserves d’autres autorités sont prises en considération et les lauréats de ces réserves sont consultés pour participer à une épreuve complémentaire.

Article 34

Selon l’auteur du projet, l’article 34 procure un fondement juridique à un projet d’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ‘fixant les modalités de désignation de mandataires dans les organismes d'intérêt public, en exécution de l'article 34 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant le statut administratif et pécuniaire des agents de l'Agence du Stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale’ et soumis concomitamment à la section de législation sous le numéro 51.256/4.

Or l’article 34 du projet examiné ne contient pas une telle auto-habilitation qui serait en outre dénuée de sens.

Dès lors, afin d'éviter la multiplication des textes réglementaires traitant du même objet, il convient d'insérer à la suite de cet article les dispositions de cet autre projet.

Articles 39 et 40

L’auteur du projet doit pouvoir justifier la raison pour laquelle le stagiaire n’est pas autorisé à accomplir son stage au sein d’un cabinet ministériel de la Région de Bruxelles-Capitale.

Article 42

La première fois qu'elle est utilisée, il convient de définir de manière expresse ce que l'on entend par « GRH ». Par ailleurs, une fois définie, il y a lieu de préciser que celle-ci sera identifiée par l'acronyme « GRH » et non « DRH » comme dans la version française de certaines dispositions du projet [16].

Article 59

Il est inutile de rappeler que le serment doit être prêté « dans les termes fixés par l'article 2 du décret du 20 juillet 1831 ».

L'alinéa 1er sera donc omis.

Intitulé de la sous-section 2, de la section 2, du chapitre « premier », titre IV du livre « premier »

La sous-section 2, de la section 2 du chapitre « premier », titre IV du livre « premier » ne contient que l'article 69. Cet article ne prévoit qu'une condition relative à l'évaluation. Les mots « d'aptitude, de formation et » seront donc omis de l'intitulé de cette sous-section.

Intitulé de la sous-section « première », de la section 3, du chapitre « premier », titre IV du livre « premier »

La sous-section « première », de la section 3, du chapitre « premier », titre IV du livre « premier » ne contient que l'article 74. Cet article ne prévoit aucune condition relative à l'aptitude. Les mots «, d'aptitude » seront donc omis de l'intitulé de cette sous-section.

Article 74

L'article 74 du projet examiné prévoit parmi les conditions pour bénéficier d'une promotion de disposer d'une évaluation « satisfaisant ». Or l'article 127 du projet prévoit seulement les évaluations « favorable », « avec réserve » et « insuffisant ». Il y a lieu de modifier le projet afin d'assurer une meilleure cohérence entre ces articles.

Cette observation vaut également pour l'article 389.

[16] Voir notamment les articles 107, 120 et 123 du projet.

Article 77

Compte tenu du renvoi qui est opéré par l'alinéa 4 à l'article 296 de l'arrêté en projet, l'alinéa 5 semble inutile.

L'alinéa 5 doit être omis par incompatibilité avec l'article 296.

Article 78

Compte tenu que le projet ne s'applique qu'à l'Agence du stationnement, il y a lieu de préciser, à l'article 78, quelle est l'autorité qui a le pouvoir de nomination.

Article 80

La seconde phrase sera corrigée en fonction de la première.

Article 81

Le paragraphe 3 doit être complété par les mots « que celles visées au § 2 ».

Article 84

Compte tenu que le projet ne s'applique qu'à l'Agence du stationnement, il y a lieu de préciser, à l'article 84, le ministre compétent.

Article 88

À l'alinéa 2, il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 34 du projet.

Article 90

Dans cet article, il y lieu d'écrire « mandats » au lieu d'« emplois » puisqu'il est inséré dans un chapitre consacré uniquement aux mandats.

Article 91

À l’article 91, § 3, 1°, du projet, il paraît plus correct d’écrire « les actes de candidature visés à l’article 90 § 3 ; » car il faut joindre à la demande à la commission de sélection tous les actes de candidatures déposés.

Article 92

1. À l'article 92, § 1er, alinéa 2, il n'y a pas lieu de prévoir que la décision d'exclusion doit être motivée. Cette obligation résulte en effet déjà de la loi du 29 juillet 1991 ‘relative à la motivation formelle des actes administratifs’.

La même observation vaut pour les articles 93 et 107, alinéa 5.

2. À l’alinéa 3 de l’article 92, § 1er, du projet, il convient d’écrire « le candidat » au lieu de « chaque candidat ».

3. À l’alinéa 4 du même paragraphe, l’adverbe « définitivement » est ambigu en ce qu’il semble exclure l’introduction d’un recours juridictionnel, ce qui excède la compétence de l’auteur de l’acte. Il y a dès lors lieu de l’omettre.

La même observation vaut pour l’alinéa 5.

4. À l’alinéa 5 du même paragraphe, les mots «Lorsque la commission statue sur les conditions d’admissibilité des candidats » semblent impropres en ce que cette commission, selon l’alinéa 1er du même paragraphe, doit toujours vérifier les conditions générales et particulières d’admissibilité. Il est préférable d’écrire « Lorsque la commission exclut un candidat ».

5. Au paragraphe 2, alinéa 3, il convient de viser « l’article 91, § 3 » au lieu de « l’article 92, § 3 ».

Article 93

L’article 93 du projet prévoit que le Gouvernement désigne les mandataires parmi les candidats. La section de législation s’interroge sur l’emploi du pluriel au mot mandataire en ce qu’il semble ressortir de l’article 84 qui impose « Avant toute attribution d’un mandat, l’autorité fixe les objectifs à atteindre durant ce mandat » et de l’article 90, § 3, alinéa 2 qui impose un acte de candidature pour chaque emploi que plusieurs mandats ne peuvent pas être désignés par une seule procédure. Le projet doit être mieux rédigé s’il entend permettre plusieurs désignations à la suite d’une seule procédure.

Article 96

Au paragraphe 1er, la section de législation propose, afin d'éviter toute ambiguïté, de préciser que c'est la dernière évaluation qui doit être favorable.

Article 126

Aux alinéas 2 et 5, il y a lieu de conjuguer le verbe pouvoir à l'indicatif présent [17].

Article 134

Il y a lieu de déterminer dès le premier alinéa l'autorité compétente plutôt que prévoir, au premier alinéa, que le recours doit être introduit auprès de l'autorité compétente et de préciser, à l'alinéa 3, qu'il s'agit du Gouvernement.

Article 135

1. Compte tenu de l'observation formulée sous l'article 134, il convient de remplacer les mots « l'instance de recours visée à l'article 134 » par les mots « le Gouvernement ».

2. L'article 135 du projet prévoit que le mandataire qui introduit un recours à l'encontre d'une évaluation peut, à sa demande, être entendu.

Il va de soi que cette audition doit, conformément aux exigences de bonne administration, pouvoir s'exercer dans des conditions qui permettent à l'agent de faire valoir en pleine connaissance de cause son point de vue, ce qui paraît bien impliquer qu'il puisse notamment avoir accès aux pièces du dossier avant son audition.

Article 152

Dans la seconde phrase, il convient de remplacer les mots « Il entend » par les mots « Ils entendent ».

[17] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 3.11.1.

Article 166

Il convient de remplacer les mots « lui accorde » par les mots « eux accordent ».

Article 178

Le projet examiné ne s'applique qu'à l'Agence du stationnement. Il n'y a donc pas lieu, à l'article 178, alinéa 2, de faire référence à des organismes de catégorie A et de catégorie B.

Article 179

Alors que les autres dispositions examinées font état de décisions conjointes du directeur général « et » du directeur général adjoint, le paragraphe 1er, alinéa 2 et le paragraphe 5 de la disposition examinée prévoient une autorisation alternative du directeur général « ou » du directeur général adjoint.

La section de législation se demande si telle est bien l'intention de l'auteur du projet.

La même observation vaut pour les autres dispositions du projet qui présentent la même alternative.

Article 180

L'article 180, § 2, alinéa 2, du projet prévoit :

> « Le traitement de l'agent qui a atteint l'âge de cinquante ans (…) est augmenté du cinquième du traitement qui aurait été dû pour les prestations qui ne sont pas fournies ».

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait qu'aux termes de la directive 2000/78/CE du Conseil de l'Union européenne du 27 novembre 2000 'portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail', toute discrimination fondée sur l'âge est interdite. Cette interdiction concerne tous les travailleurs, qu'ils soient occupés dans le secteur public ou privé, et vise les relations de travail et d'emploi en ce compris la rémunération.

Certes, l’article 6, paragraphe 1, alinéa 2, a), de cette même directive dispose ce qui suit :

> « Nonobstant l'article 2, paragraphe 2, les États membres peuvent prévoir que des différences de traitement fondées sur l'âge ne constituent pas une discrimination lorsqu'elles sont objectivement et raisonnablement justifiées, dans le cadre du droit national, par un objectif légitime, notamment par des objectifs légitimes de politique de l'emploi, du marché du travail et de la formation professionnelle, et que les moyens de réaliser cet objectif sont appropriés et nécessaires.
>
> Ces différences de traitement peuvent notamment comprendre :
>
> la mise en place de conditions spéciales d'accès à l'emploi et à la formation professionnelle, d'emploi et de travail, y compris les conditions de licenciement et de rémunération, pour les jeunes, les travailleurs âgés et ceux ayant des personnes à charge, en vue de favoriser leur insertion professionnelle ou d'assurer leur protection ;
>
> (…) ».

Il appartient à l’auteur du projet de pouvoir justifier le fait qu’il octroie aux seuls travailleurs âgés de plus de cinquante ans le bénéfice du maintien de la rémunération ou d’une partie de la rémunération malgré la réduction des prestations de travail.

Cette justification doit tenir aux circonstances particulières de la mesure telle qu’elle est prise par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et ne peut trouver son fondement dans le fait que la différence existerait déjà pour d’autres catégories de travailleurs – en l’occurrence les travailleurs occupés sous statut – ou serait prévue par un dispositif par ailleurs adopté par un autre niveau de pouvoir.

Article 199

Le congé octroyé à un agent pour accueillir un enfant en vue de sa tutelle officieuse ou à la suite d’une décision judiciaire de placement dans une famille d’accueil prévu par l’article 199 du projet est le seul des congés prévus dans la section relative aux congés pour raisons familiales qui ne peut pas être fractionné.

Il appartient à l’auteur du projet de pouvoir justifier cette différence de traitement. Cette justification ne peut pas résider en la durée limitée de ce congé. En effet, il peut être de six semaines [18] soit la durée du congé pour l’adoption d’un enfant de moins de dix ans (article 198).

[18] Voire douze semaines si l’enfant accueilli est atteint d’une incapacité physique ou mentale de 66 % au moins.

Article 207

Dans la version française, au paragraphe 3, alinéa 2, il y a lieu d'insérer le mot « qui » entre les mots « avant le septième jour » et les mots « suit le jour de la naissance ».

Article 225

L'article 225, § 2, du projet prévoit que le congé est toutefois rémunéré lorsque l'agent est désigné en qualité d'expert national en vertu de la décision du 26 juillet 1988 ou du 7 janvier 1998 [19] de la Commission des Communautés européennes 'fixant le régime applicable aux experts nationaux détachés auprès des services de la Commission'. Cette formulation est reprise de l'article 213, § 2, de l'arrêté du 26 septembre 2002. Cette formulation n'est plus adéquate en ce que de nouveaux textes ont modifié ou complété le régime des experts nationaux détachés auprès d'institutions européennes, voir à titre d'exemple la décision de la Commission européenne du 12 novembre 2008 'relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission' ou la décision de la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité du 23 mars 2011 'fixant le régime applicable aux experts nationaux détachés auprès du service européen pour l'action extérieure'.

Il appartient à l'auteur de projet de revoir ce paragraphe qui est par ailleurs reproduit deux fois dans le texte soumis à la section de législation du Conseil d'État.

Cette observation vaut également pour l'article 226, § 2.

Article 226

1. À l'article 226, § 1er, l'auteur du projet fait des références à des autorisations ultérieures. Il fait également référence à des autorisations ultérieures à l'article 227, alinéa 1er, et précise à l'alinéa 2 de cette disposition :

> « Pour l'application de l'alinéa premier du présent article, est considéré comme autorisation ultérieure, celle qui couvre toute période ultérieure d'une mission au service du même gouvernement, de la même administration publique ou du même organisme, pour autant que la période considérée ne soit pas séparée par plus de six mois de celle qui la précède ».

[19] Cette décision a été abrogée par l'article 32 de la décision de la Commission du 27 février 2004 ayant le même objet.

La section de législation se demande s'il n'y a pas lieu d'apporter la même précision à l'article 226, § 1er.

2. Le projet examiné ne s'appliquant qu'à l'Agence du stationnement, il y a lieu, à l'article 226, § 3, de désigner le ministre compétent.

Article 237

L'Agence du stationnement est dotée, selon l'article 25, § 1er, de l'ordonnance précitée du 22 janvier 2009, de la personnalité juridique. Il appartient dès lors à l'auteur du projet de vérifier s'il n'y a pas lieu, à l'article 237 du projet d'écrire, « qui sert de fondement à la subrogation de l'Agence du stationnement » au lieu de «qui sert de fondement à la subrogation de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Article 258

Il y a lieu de revoir la référence faite à l'article 258 du projet.

Article 261

À l'article 261 du projet, il y a lieu de faire référence à des parlements et pas à des conseils conformément aux dénominations actuelles dans la Constitution.

Article 263

À l'article 263, le projet fait référence aux articles 5 et 29 de la Nouvelle loi communale. L'article 29 a été abrogé par l'article 44 de l'ordonnance du 17 juillet 2003. L'auteur du projet doit actualiser cette référence.

Article 276

À l'article 276 du projet, les mots « dans chaque administration » et « le chef de leur administration » ne sont pas adaptés compte tenu du fait que le projet ne concerne que l'Agence du stationnement.

Article 277

Le projet examiné ne s’applique qu’à l’Agence du stationnement. Il n’y a donc pas lieu, à l’article 277, de faire référence à des organismes de catégorie A et de désigner le ministre compétent.

Article 278

À l’article 278, § 2, le numéro de l’article auquel il est renvoyé sera complété.

Article 286

Le projet gagnerait en lisibilité et partant en sécurité juridique s’il indiquait mieux comment s’articule le jour de congé d’étude pour la première épreuve, prévu à l’article 286, alinéa 3, avec les autres congés prévus par cet article.

Articles 301 à 318

Aux articles 301 à 318 du projet, l’auteur du projet reproduit les dispositions de l’arrêté du 26 septembre 2002 qui instituent et organisent une chambre de recours commune aux organismes d’intérêt public qui connaît des recours en matière disciplinaire. Cette façon de procéder est incorrecte. Il y a lieu de procéder plutôt comme à l’article 16 et de renvoyer à cette commission de recours et aux règles de procédures qui s’appliquent devant elle.

Les articles 326 et 327 du projet seront adaptés en conséquence.

Article 322

À l’article 322 du projet, la section de législation n’aperçoit pas la raison pour laquelle l’auteur du projet ne reprend pas parmi les sanctions disciplinaires qui peuvent être radiées la régression barémique. Il appartient à l’auteur du projet de pouvoir justifier cette différence de traitement.

Article 325

L’article 325 du projet prévoit l’audition du membre du personnel à l’égard duquel il est envisagé de prendre une mesure de suspension dans l’intérêt du service.

Il va de soi que cette audition doit, conformément aux exigences de bonne administration, pouvoir s'exercer dans des conditions qui permettent à l'agent de faire valoir en pleine connaissance de cause son point de vue, ce qui paraît bien impliquer qu'il puisse notamment avoir accès aux pièces du dossier avant son audition.

Article 334

Il y a lieu à nouveau de préciser le ministre compétent [20].

Article 340

1. Il y a lieu de modifier l'alinéa 1er de l'article 340 du projet, qui prévoit que la personne handicapée a la possibilité de demander à SELOR de bénéficier d'aménagements raisonnables lors de la participation à des épreuves de recrutement. En effet, dans le projet examiné, l'intervention de SELOR n'est plus obligatoire.

2. Il y a lieu de modifier également l'alinéa 5 qui prévoit que le ministre ou son délégué peut donner priorité, lors du recrutement, aux personnes handicapées, afin qu'il soit cohérent avec les attributions du conseil d'administration en matière de recrutement et de nomination des agents de l'Agence du stationnement.

Article 358

L'article 358, § 3, du projet paraît redondant avec le 2°, du paragraphe 1er du même article. Il appartient à l'auteur du projet de vérifier s'il ne peut pas être omis.

Article 359

1. Dans la version française du paragraphe 1er de l'article 359 du projet, les appels de notes de bas de page doivent être omis.

2. L'article 359, § 6, 1° du projet prévoit une condition d'âge pour la prise en considération pour le calcul du pécule de vacances d'une période où l'agent concerné n'avait pas encore cette qualité. Il est renvoyé à cet égard à l'observation sous l'article 180.

[20] Comparer avec l'article 336 du projet qui mentionne « le ministre fonctionnellement compétent ».

Section 2, du chapitre III, du titre II, du livre II. De l'allocation pour prestations de nuit, du samedi et du dimanche

1.1. La section 2, du chapitre III, du titre II, du livre II, intitulé « De l'allocation pour prestations de nuit, du samedi et du dimanche » a pour objet d'organiser l'octroi d'un congé compensatoire ou d'une allocation à l'agent qui accomplit des prestations entre vingt-deux heures et six heures ou le dimanche, un jour férié légal ou reconnu.

1.2. Dès lors que le projet examiné concerne des agents soumis à la loi 14 décembre 2000 'fixant certains aspects de l'aménagement du temps de travail dans le secteur public', il y a lieu de tenir compte :

- en ce qui concerne les prestations de nuit, des articles 11 à 21 de cette loi ;

- en ce qui concerne les prestations du dimanche, de l'article 7 de cette loi.

L'attention de l'auteur du projet est en conséquence attirée sur le fait que l'arrêté en projet n'est concevable que dans le respect de l'ensemble du dispositif de la loi du 14 décembre 2000 et, plus particulièrement, des garanties dont elle assortit le travail de nuit et le travail du dimanche.

Tel n'est pas le cas du régime du congé compensatoire de prestations accomplies le dimanche en ce qu'il prévoit une allocation s'il n'a pas pu être accordé endéans les quatre mois.

2. La loi du 14 décembre 2000 constituant le cadre dans lequel le texte en projet doit s'inscrire, il n'est pas de la compétence de son auteur de définir, comme il le fait à l'article 373, la notion de prestations de nuit. Cette notion est en effet intimement liée à celle de travail de nuit que définit l'article 10, alinéa 2, de la loi du 14 décembre 2000 en prévoyant qu'il s'agit du travail exécuté entre vingt heures et six heures.

L'intention de l'auteur du projet est d'énoncer les conditions de l'octroi d'un congé compensatoire ou une allocation afférente à des prestations effectuées dans une certaine tranche horaire. Pour ce faire, l'article 373 sera rédigé comme suit :

« Art. 373. Il est octroyé un congé compensatoire ou une allocation pour les prestations accomplies entre 22 heures et 6 heures ».

Il apparaît par contre inutile de définir les prestations du dimanche comme telles d'autant plus que le projet ne les limites pas aux prestations effectuées un dimanche. Il paraît plus simple d'utiliser la notion de « prestations accomplies le dimanche et les jours visés à l'article 191 ».

Il est donc suggéré d'adapter la terminologie utilisée dans la section examinée.

Article 379

L’article 379 du projet fait référence à une allocation de logement et à une allocation de concierge qui seraient prévues par les chapitres V et VI. Or le projet soumis à la section de législation ne prévoit pas de telles allocations. Il faut rétablir la cohérence du texte à cet égard.

Articles 380 et 381

Le régime mis en place pour l’allocation de bilinguisme est inapplicable en ce qu’il fait référence à plusieurs reprises à l’article 9, § 1er, de l’arrêté royal du 8 mars 2001 ‘fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966’ alors que ce paragraphe n’existe plus depuis l’arrêt n° 217.481 du 24 janvier 2012 de la section du contentieux administratif du Conseil d’État.

Articles 384 et 385

Les appels de notes de bas de page doivent être omis.

Article 388

À l’article 388, § 1er, alinéa 2, le projet fait référence aux grades d'attaché scientifique, de premier attaché scientifique et de directeur scientifique alors que le projet ne prévoit pas de tels grades. La cohérence du texte sera rétablie.

Article 414

Le Gouvernement ne pouvant guère s’octroyer une délégation à lui-même, il y a lieu d’omettre la délégation prévue à l’article 414 du projet.

Article 425

Le Gouvernement ne pouvant guère s’octroyer une délégation à lui-même, il y a lieu de préciser, dans le projet, les modalités d’application de l’article 425 et d’omettre la délégation prévue au paragraphe 2.

Livre IV. Dispositions abrogatoires, modificatives, transitoires et finales

Si le projet comporte des dispositions finales, même s'il manque l'article d'exécution, il ne comporte pas, puisqu'il fixe le premier statut de l'Agence du stationnement, de dispositions abrogatoires et modificatives. L'intitulé du livre IV sera adapté en conséquence.

L'article 432*ter* (lire : 432) doit être modifié pour viser les personnes qui bénéficient de cette allocation avant d'être nommées à l'Agence du stationnement et il ne faut pas faire référence à l'article 380 du projet.

L'article 433 doit être profondément remanié. Il faut faire référence à des formations qui peuvent être reconnues comme étant de la formation professionnelle volontaire et visées à l'article 281. Il faut également rendre plus explicite que cette disposition vise la carrière fonctionnelle accélérée organisée à l'article 82. Par ailleurs, il paraît nécessaire de conserver la condition que cette formation comporte un intérêt professionnel en rapport avec les missions de l'Agence du stationnement.

L'article 434 du projet doit être omis. En effet, la dérogation qu'il prévoit à l'article 34 afin d'exclure, pour la première désignation des titulaires de mandats, les personnes non-reprises dans les catégories d'emplois qu'il énumère paraît difficilement justifiable à la lumière du principe constitutionnel d'égalité et de non-discrimination et du principe de l'égalité d'accès à la fonction publique. En effet, dès lors que la volonté de l'auteur du projet est de permettre à d'autres personnes d'être nommées à ces fonctions, il n'apparaît pas justifié de les écarter des premières nominations, d'autant plus qu'en vertu de l'article 133, § 2, alinéa 2 en projet, le Gouvernement pourra renouveler, en cas d'évaluation favorable, les mandats sans qu'il soit procédé à une nouvelle procédure de désignation à ces postes.

Article 435

L'article 435 du projet prévoit que l'arrêté « produit ses effets » à une date qui n'est pas encore précisée.

On peut normalement déduire des mots « produit ses effets » que l'intention de l'auteur du projet est de lui donner un effet rétroactif.

Un pareil effet n'est admissible, pour un arrêté, que sous certaines conditions, à savoir lorsque la rétroactivité a une base légale, lorsqu'elle concerne une règle qui accorde des avantages ou dans la mesure où elle s'impose pour assurer le bon fonctionnement ou la continuité des services et ne porte pas atteinte, en principe, à des situations acquises. Cela ne

paraît pas compatible avec la portée du projet qui est de déterminer le premier statut administratif et pécuniaire de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Si l'intention de l'auteur du projet consiste seulement à déroger aux délais usuels d'entrée en vigueur des arrêtés, ces délais étant destinés à accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles, il doit également être en mesure d'expliquer quelle raison spécifique justifie une telle dérogation, s'il abrège ce délai.

Article à insérer

L'article d'exécution fait défaut [21].

Annexes

1. Il y a lieu de présenter les annexes conformément aux règles de légistique [22].

2. L'annexe 2 n'a manifestement pas été adaptée au projet examiné en ce qu'elle ne prévoit pas l'hypothèse d'une intervention du conseil d'administration de l'Agence du stationnement en lieu et place de SELOR.

OBSERVATIONS FINALES

1. La section de législation observe le caractère inabouti de la version française du texte qui lui est soumis. À titre d'exemples, la version française de l'article 36 débute par les mots « Le raad van bestuur fixe les fonctions », l'article 50, alinéa 2 comporte le passage « du stagiaire à l'autorité investie du pouvoir de nomination visée au conseil d'administration » et l'article 133, § 1er, comporte le passage « a lieu après six mois qui suivent cette première évaluation ».

2. La version française sera revue sous l'angle de sa correction orthographique et typographique [23].

[21] Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-conseildetat.be, onglet « Technique législative », recommandations nos 162 à 168.

[22] *Ibid.*, recommandation n° 172.

[23] Voir, à titre d'exemple, les articles 300 et 301.

La version néerlandaise de son côté est également susceptibles d'amélioration. Ainsi, il y a lieu d'écrire « examen » ou « examen-gedeelte » au lieu de « proef » et « proeftijd » au lieu de « stage ».

3. Les mots « du présent arrêté » sont inutiles lorsqu'il est procédé à des renvois internes au sein du même arrêté.

4. Il en va de même pour les mots « du présent article » lorsqu'il est procédé à des renvois internes au sein du même article [24].

5. Il y a lieu de remplacer les tirets par une numérotation. L'absence de numérotation rend difficile l'identification des subdivisions de l'énumération et augmente le risque d'erreurs de référence, notamment lors de futures de modifications [25].

6. Dans la version française, il n'y a pas lieu de mettre une majuscule au mot stationnement dans l'expression « l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale » conformément à l'article 25 de l'ordonnance précitée du 22 janvier 2009.

7. Le code ISO « EUR » et le sigle « € » doivent être remplacés par le terme « euro » en toutes lettres, lequel s'accorde en français [26].

8. Il y a lieu d'omettre les parenthèses dont la signification est incertaine [27].

9. L'arrêté en projet sera soigneusement revu pour tenir compte de ces observations.

---

[24] *Ibid.*, recommandation n° 72.

[25] *Ibid*., recommandation n° 59.

[26] *Ibid.*, recommandation n° 6.4

[27] *Ibid.*, recommandation n° 86.

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE, S. BODART,	conseillers d'État,
Madame Monsieur	A. WEYEMBERGH, Y. DE CORDT,	assesseurs de la section de législation,
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par Monsieur Y. DELVAL, auditeur.

LE GREFFIER LE PRÉSIDENT

C. GIGOT P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 51.255/4
VAN 11 JUNI 2012

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 2 mei 2012 door de Minister van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, belast met Openbare Werken en Vervoer verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot dertig dagen (*), van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap", heeft het volgende advies gegeven:

(*) bij brief van de Minister van 24 mei 2012.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Het voorliggende ontwerp stelt het eerste administratief statuut en de eerste bezoldigingsregeling vast van de ambtenaren van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap (hierna het Parkeeragentschap genoemd), opgericht bij de ordonnantie van 22 januari 2009 ‘houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap’ (hierna de ordonnantie van 22 januari 2009 genoemd). Het volgt grotendeels het voorbeeld van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 september 2002 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ (hierna het besluit van 26 september 2002 genoemd). De steller van het ontwerp heeft deze tekst echter niet overal waar nodig aangepast aan de specifieke kenmerken van het Parkeeragentschap[1] en hij heeft niet gezorgd voor een perfecte inpassing van sommige wijzigingen in de ontworpen tekst.

Aangezien de adviesaanvraag aan een termijn is gebonden en alhoewel de steller van het ontwerp erin heeft toegestemd deze te verlengen, heeft de afdeling Wetgeving de aanpassingen niet exhaustief kunnen onderzoeken noch kunnen nagaan of geen andere wijzigingen van het ontwerp noodzakelijk zijn.

De steller van het ontwerp wordt derhalve verzocht het ontwerp aan een nieuw nauwgezet onderzoek te onderwerpen voordat het wordt aangenomen.

2. De afdeling Wetgeving merkt op dat het ontwerp in tegenstelling tot het besluit van 26 september 2002 niet voorziet in een levensduurtepremie[2]. De steller van het ontwerp

[1] Hij heeft evenmin louter vormelijke aanpassingen gedaan zoals de vervanging van het woord “instelling” door het woord “agentschap”.

[2] Zie het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 15 december 2011 ‘tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 september 2002 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’.

moet deze verschillende behandeling kunnen rechtvaardigen in het licht van het gelijkheidsbeginsel.

3. De afdeling Wetgeving merkt tevens op dat het ontwerp in tegenstelling tot het besluit van 26 september 2002 niet voorziet in een forfaitaire toelage aan de rekenplichtigen. De steller van het ontwerp moet deze verschillende behandeling kunnen rechtvaardigen in het licht van het gelijkheidsbeginsel.

4. Verschillende ontworpen bepalingen bezigen de uitdrukking “aangetekend schrijven”[3] (in de Franse lezing: “lettre recommandée a la poste”) of maken gewag van een schrijven of een nota die “door de post” op de woonplaats wordt aangeboden[4]. De steller van het ontwerp wordt er echter op gewezen dat sedert de inwerkingtreding, op 31 december 2010, van de wet van 13 december 2010 ‘tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector en tot wijziging van de wet van 9 juli 2001 houdende vaststelling van bepaalde regels in verband met het juridisch kader voor elektronische handtekeningen en certificatiediensten’, aangetekende zendingen die in de loop van gerechtelijke of administratieve procedures gebruikt worden, niet meer voorbehouden zijn aan De Post[5]. Dientengevolge moeten in de Franse lezing de woorden “à la poste” worden weggelaten en moet het woord “post” vervangen worden door het woord “postoperator”.

5. In advies 51.355/2, op 6 juni 2012 gegeven over een ontwerp van besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ‘tot wijziging van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 5 juni 2008 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren en stagiairs van de Diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad’, heeft de afdeling Wetgeving de volgende opmerking geformuleerd:

> “Artikelen 77 tot 79
>
> De redactie van de ontworpen bepalingen moet worden gewijzigd, waarbij rekening moet worden gehouden met de omstandigheid dat de uitvoerende macht op provinciaal niveau in het Vlaams Gewest ‘deputatie’ wordt genoemd, doch niet ‘bestendige deputatie’, en in het Waals Gewest ‘provinciaal college’, en dat de

[3] Zie met name de artikelen 63, 77, 92, 132, 136, 141, 296 en 320.

[4] Zie met name artikel 63, § 2, eerste lid.

[5] Artikel 144*octies* van de wet van 21 maart 1991 ‘betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven’, waarvan paragraaf 2 “de dienst van [fysieke] aangetekende zendingen in de loop van gerechtelijke of administratieve procedures, (…) aan De Post [voorbehield]”, is immers vervangen bij artikel 17 van de wet van 13 december 2010.

binnengemeentelijke territoriale organen bedoeld in artikel 41, tweede tot vierde lid, van de Grondwet in het Waals Gewest, wat het gekozen orgaan betreft, niet ‘districtsraden’ worden genoemd, maar ‘sectorraden’ .”

De bepalingen van het ontwerp ter zake geven *mutatis mutandis* aanleiding tot dezelfde opmerking.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Het dossier met de adviesaanvraag bevat geen enkel document waaruit kan worden opgemaakt dat de vormvereisten vermeld in de aanhef, te weten het advies van de inspecteur van Financiën, de akkoordbevinding van de minister van Begroting en het overleg met de vakbonden, naar behoren vervuld zijn. De steller van het ontwerp dient zich daarvan te vergewissen.

2. Wat de akkoordbevinding van de minister van Ambtenarenzaken betreft, wordt verwezen naar de opmerking *infra* omtrent de voordragende minister.

3. Artikel 19, § 1, van het APKB luidt:

> “Voor de bepalingen van het statuut die de afwezige ambtenaren in een administratieve stand plaatsen met recht op wedde, bevordering tot een hogere wedde, administratieve anciënniteit of loopbaanaanspraken, is vooraf de goedkeuring van de inzake pensioenen bevoegde federale overheid vereist.”

Verschillende bepalingen van het ontwerp kunnen derhalve alleen uitwerking hebben mits deze voorafgaande goedkeuring wordt verkregen, waaraan het, naar het zich laat aanzien, heden ontbreekt.

4. Overeenkomstig artikel 168 van het ontwerp hebben de personeelsleden recht op verlof voor loopbaanonderbreking verleend krachtens de herstelwet van 22 januari 1985, volgens de regeling vastgesteld bij het koninklijk besluit van 7 mei 1999 ‘betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan van het personeel van de besturen’.

Artikel 3 van dit koninklijk besluit luidt als volgt:

> “Iedere rechtshandeling uitgaande van een niet-federale overheid die tot doel heeft bepalingen van dit besluit van toepassing te maken op zijn personeel, kan slechts uitwerking hebben wanneer zij het voorafgaandelijk akkoord verkregen heeft van de federale Ministerraad.”

5. De steller van het ontwerp moet ervoor zorgen dat deze voorafgaande akkoordbevinding en toestemming worden verkregen.

RECHTSGROND

Het ontwerp ontleent naar luid van de aanhef ervan zijn rechtsgrond aan artikel 11 van de wet van 16 maart 1954 ‘betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut’.

Het Parkeeragentschap wordt echter niet vermeld in artikel 1 van deze wet, dat de instellingen opsomt waarop de wet van toepassing is. Een bepaling van deze wet kan dus niet dienen als rechtsgrond voor het ontwerp.

De rechtsgrond van het ontwerp is artikel 28 van de ordonnantie van 22 januari 2009 dat de regering machtigt om het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het personeel van het Parkeeragentschap vast te stellen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Voordragende minister

De besluiten van de regering moeten worden voorgedragen door alle ministers bevoegd voor de aangelegenheden die bij het besluit worden geregeld.

Aangezien het ontwerp een nieuw administratief statuut en een nieuwe bezoldigingsregeling vaststelt, moet het ontwerpbesluit ook worden voorgedragen door de minister bevoegd voor Ambtenarenzaken.

De steller van het ontwerp dient dus iedere keer de minister te preciseren naar wie wordt verwezen, zoals, bij wijze van voorbeeld, in artikel 17, tweede, vierde en vijfde lid.

AANHEF

1. De aanhef dient te worden gewijzigd teneinde de rechtsgrond van het ontwerp te vermelden, te weten artikel 28 van de ordonnantie van 22 januari 2009.

2. Het ontworpen besluit dient niet te worden vermeld in de aanhef ervan. Het derde lid moet dus worden weggelaten.

3. De aanhef dient te worden aangevuld met verwijzingen naar de vervulling van de voorafgaande vormvereisten waaraan nog moet worden voldaan[6].

4. Het advies van de Raad van State moet als volgt worden vermeld:

"Gelet op advies 51.255/4 van de Raad van State, gegeven op 11 juni 2012 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973"[7].

DISPOSITIEF

STRUCTUUR

1. De structuur van de ontworpen tekst moet worden herzien aangezien ze fouten bevat:

- boek I bevat geen titel II;

- artikel 3 moet ondergebracht worden in hoofdstuk III van titel I van boek I:

- hoofdstuk I van titel III van hetzelfde boek bevat geen afdeling 6;

- artikel 106 bevat slechts een enkele paragraaf;

- titel VII van hetzelfde boek bevat een hoofdstuk III*bis*;

- artikel 284 bevat geen tekst;

- hoofdstuk II van titel I van boek II bevat geen tekst;

- artikel 377 bevat geen tekst;

- titel III van hetzelfde boek bevat geen hoofdstukken V en VI;

- de opbouw van boek IV geeft aanleiding tot een bijzondere opmerking;

- er is bij vergissing een artikel 432*ter* in de Franse versie.

2. De boeken, de titels en de hoofdstukken moeten in Arabische cijfers worden genummerd[8].

---

[6] *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbevelingen 17, 19, inz. 31 e.v.

[7] *Ibid.*, aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2.

Artikel 1

In de Franse versie schrijve men “article 1er” in plaats van “article 1”.

Artikel 2

De ontworpen tekst geeft aan dat de ambtenaren verplicht zijn “op een strikte manier de beginselen van neutraliteit [te eerbiedigen]”.

Betreffende dit beginsel en de aangelegenheid van het dragen van kleding of uiterlijke tekenen van overtuiging, wordt verwezen naar de adviezen die verstrekt zijn op 13 juli 2010 over een voorstel van ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ‘tot wijziging van de Nieuwe Gemeentewet’ (advies 48.144/4/AV[9]), over een voorstel van ordonnantie van hetzelfde gewest ‘tot wijziging van artikel 27*bis* van de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales tot verbod op het dragen van tekenen van overtuiging door de personeelsleden van de intercommunales in het Brussels Gewest’ (advies 48.146/4/AV[10]) en over een voorstel van ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ‘tot wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn ertoe strekkende een verbod in te voeren op het dragen van tekenen van overtuiging door de personeelsleden van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de ziekenhuisverenigingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ (advies 48.147/4/AV[11]).

Artikel 16

Artikel 16 van het ontwerp strekt ertoe de Gemeenschappelijke commissie van beroep, ingesteld bij het koninklijk besluit van 26 september 2002, bevoegd te maken voor de beroepen inzake proeftijd, evaluatie, afwezigheid, verlof, disponibiliteit wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en verklaring van definitieve beroepsongeschiktheid, volgens dezelfde regels inzake procedure en werking.

De steller van het ontwerp neemt evenwel de regels inzake procedure en werking van andere artikelen van het voorliggende ontwerp over, bijvoorbeeld in de artikelen 52 en volgende, 108 en volgende en 270 en volgende. Een dergelijke handelwijze houdt het gevaar in dat een gebrek aan samenhang ontstaat wanneer de tekst waarnaar wordt verwezen gewijzigd wordt zonder dat de ontworpen tekst wordt gewijzigd, en *vice versa*.

---

[8] *Ibid*, aanbeveling 64.

[9] *Parl.St.* Br.Parl. 2009-10, nr. A-48/2.

[10] *ParlSt.* Br.Parl. 2009-10, nr. A-50/2.

[11] *Parl.St.* Gem.Gem.Comm. 2009-10, nr. B-10/2.

De steller van het ontwerp moet de tekst dus herzien zodat deze niet meer voorziet in de regels inzake procedure en werking van deze commissie. De ambtenaren van het Parkeeragentschap moeten krachtens artikel 16 van het ontwerp worden onderworpen aan de procedureregels bepaald in het besluit van 26 september 2002.

Artikel 17

In artikel 17, vierde lid, 2°, van het ontwerp, gaat de machtiging aan de minister om de vergoeding vast te stellen die wordt toegekend aan de voorzitter en aan de leden van de selectiecommissies, te ver, inzonderheid gelet op de weerslag van een dergelijke beslissing op de begroting.

Artikel 19

Zoals het thans is geredigeerd, bepaalt artikel 19 van het ontwerp niet dat de Regering een vergoeding kan toekennen aan de leden van de evaluatiecommissie.

Artikel 21

In § 2, 4°, moet worden verwezen naar bijlage 2 in plaats van naar de bijgevoegde tabel.

Artikel 22

De steller van het ontwerp heeft de graad van havenkapitein niet overgenomen, die trouwens niets van doen heeft met de opdrachten van het Parkeeragentschap. De nog bestaande verwijzingen naar deze graad moeten in het eerste lid dus worden weggelaten.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 67, eerste lid.

Artikel 23

In artikel 23 van het ontwerp wordt bepaald dat de aanwerving wordt georganiseerd door de raad van bestuur van het Parkeeragentschap en niet door SELOR.

Dat de organisatie van deze wervingsexamens niet aan SELOR wordt toevertrouwd, levert geen bezwaar op in het licht van artikel 87, § 2, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’. Het Grondwettelijk Hof heeft in arrest

nr. 78/2000 van 21 juni 2000 de strekking van deze bepaling van de bijzondere wet immers als volgt uitgelegd[12]:

> "Artikel 87, § 2, legt aan iedere regering de verplichting op haar personeel aan te werven door bemiddeling van het Vast Secretariaat voor werving van het Rijkspersoneel, thans 'SELOR'. Het legt dezelfde verplichting niet op aan de publiekrechtelijke rechtspersonen die van de gemeenschappen en de gewesten afhangen."

Toch wijkt het voorliggende ontwerp aldus af van de regeling bepaald in artikel 27 van het besluit van 26 september 2002 die voorschrijft dat een beroep wordt gedaan op SELOR. De steller van het ontwerp moet dat kunnen rechtvaardigen in het licht van de beginselen van gelijkheid en non-discriminatie, vastgelegd in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, en van de wil van de gewestwetgever om het besluit van 26 september 2002, waarin het optreden van SELOR verplicht wordt gesteld, toepasselijk te maken voor het personeel van het Parkeeragentschap[13].

Artikel 25

1. In de Franse versie van artikel 25 moeten in het eerste lid de woorden "le ministre foncionnellement compétent" worden weggelaten.

2. In het tweede lid is er een gebrek aan overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst omdat de vermelding van het "Belgisch Staatsblad" in de Nederlandse versie ontbreekt.

3. In de voorlaatste zin van het vierde lid wordt bepaald dat de "verzendingsdatum" van de oproeping voor het selectiegedeelte bepaalt wanneer de termijn ingaat van minstens acht dagen die moeten liggen tussen deze oproeping en de datum van het selectiegedeelte.

Wat betreft de kennisgeving van een bestuurshandeling die een termijn doet ingaan, past deze bepaling de "theorie van de verzending" toe. Deze is evenwel meermaals veroordeeld door het Grondwettelijk Hof[14]. In plaats daarvan moet de "theorie van de ontvangst" worden toegepast.

---

[12] Zie arrest GwH 21 juni 2000, nr. 78/2000, B.2.2.

[13] Zie memorie van toelichting, *Parl.St.* Br.Parl. 2007-08, nr. A-498/1, 25.

[14] GwH 17 december 2003, nr. 170/2003 en noot J.-Fr. VAN DROOGHENBROECK, "Revirement spectaculaire: détermination de la date de notification par application de la théorie de la réception", *J.T.*, 2004, 47; zie ook GwH 16 november 2005, nr. 166/2005; 1 maart 2006, nr. 34/2006; 15 maart 2006, nr. 43/2006; 7 juni 2007, nr. 85/2007; 26 september 2007, nr. 123/2007; 19 december 2007, nr. 162/2007; 12 november 2009, nr. 178/2009.

Bij deze moeilijkheid komt nog het feit dat de oproeping met een gewone brief plaatsvindt, wat het bewijzen van de regelmatigheid van de oproeping aanzienlijk kan bemoeilijken. Men doet er beter aan te voorzien in een aangetekende zending.

Het Grondwettelijk Hof heeft er in zijn rechtspraak op gewezen dat het redelijk verantwoord is dat, om rechtsonzekerheid te vermijden, de termijnen van rechtspleging ingaan op een datum die niet afhankelijk is van de handelwijze van de partijen. Volgens het Hof kan de doelstelling om rechtsonzekerheid te vermijden eveneens worden bereikt door de termijn te laten ingaan op de dag waarop de geadresseerde naar alle waarschijnlijkheid kennis ervan heeft kunnen nemen, dit wil zeggen op de datum waarop de aangetekende brief aan zijn woonplaats is aangeboden, zonder rekening te houden met de datum waarop hij de brief, in voorkomend geval, daadwerkelijk bij de post heeft afgehaald. De dag waarop de geadresseerde geacht wordt naar alle waarschijnlijkheid kennis ervan te hebben genomen is de derde werkdag die volgt op die waarop de brief aan de postdiensten overhandigd werd, tenzij de geadresseerde het tegendeel bewijst (artikel 53*bis* van het Gerechtelijk Wetboek)[15].

De voorliggende bepaling moet in die zin worden herzien waarbij in aanmerking wordt genomen dat voortaan moet worden verwezen naar “de postoperator” en niet meer naar “De Post”.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 30, § 1, zevende lid.

4. De Franse versie van het vierde en het vijfde lid moet in overeenstemming worden gebracht met de Nederlandse versie van deze bepalingen.

Artikel 27

In artikel 27, tweede lid, 3°, wordt voorzien in de mogelijkheid om voor een bepaald vergelijkend wervingsexamen een minimumleeftijd voor te schrijven.

Het is de afdeling Wetgeving op het eerste gezicht niet duidelijk in welk geval een dergelijke discriminatie, die enkel op leeftijd is gebaseerd, zou kunnen worden gerechtvaardigd.

Artikel 31

1. In artikel 31, § 1, tweede lid, van het ontwerp wordt bepaald dat het resultaat van de examens wordt opgenomen in het individueel dossier van de geslaagde van zodra “hij tot ambtenaar wordt benoemd”. Het woord “benoemd” verwijst naar de benoeming die slechts

[15] GwH 1 maart 2006, nr. 34/2006, B.10 en B.11; 7 juni 2007, nr. 85/2007, B.3 en B.4

na de proeftijd plaatsvindt terwijl het nuttig kan zijn dat dit gegeven in het dossier van de geslaagde wordt opgenomen van zodra hij tot de proeftijd wordt toegelaten. De steller van het ontwerp dient na te gaan of het ontwerp dienaangaande niet moet worden gewijzigd.

2. Artikel 31, § 6, laatste lid, schrijft voor dat de geslaagde die voorlopig werd geweerd en die niet aan de eisen voldoet, wordt uitgesloten. In het voorliggende ontwerp wordt niet aangegeven in welke omstandigheden een geslaagde die in aanmerking komt voor benoeming voorlopig kan worden geweerd. Daardoor valt dit lid niet te begrijpen. De steller van het ontwerp dient het lid aan te vullen teneinde er de omstandigheden te bepalen waarin een geslaagde voorlopig kan worden geweerd, ofwel dient hij de verwijzing naar een voorlopig geweerde kandidaat weg te laten.

Artikel 32

Artikel 32 van het voorliggende ontwerp bepaalt dat een beroep kan worden gedaan op de reserves van de geslaagden die behoren tot de federale overheden of tot de andere gefedereerde overheden. In dat geval moeten een of meerdere bijkomende examens worden georganiseerd volgens de regels waarin het ontworpen artikel 30 voorziet.

Uit het voorliggende ontwerp kan evenwel niet worden opgemaakt hoe deze mogelijkheid samengaat met de verplichting om een beroep te doen op de geslaagden voor het algemene examen in de volgorde van de algemene rangschikking.

Het ontwerp dient derhalve te worden aangevuld: enerzijds moet worden bepaald dat de raad van bestuur enkel een beroep kan doen op een externe wervingsreserve indien er zich geen kandidaten meer bevinden in de reserve van het Parkeeragentschap of indien dit agentschap geen reserve heeft aangelegd voor het beroep, de beroepengroep, het ambt of de ambtengroep van de te verlenen betrekking, en anderzijds moet worden bepaald in welke volgorde reserves van andere overheden in aanmerking worden genomen en een beroep wordt gedaan op de geslaagden van deze reserves om deel te nemen aan een bijkomend examen.

Artikel 34

Volgens de steller van het ontwerp levert artikel 34 een rechtsgrond op voor een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ‘teneinde de voorwaarden te bepalen waaronder de mandatarissen bij de instellingen van openbaar nut worden aangewezen, ter uitvoering van artikel 34 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap’ dat onder het nummer 51.256/4 gelijktijdig om advies is voorgelegd aan de afdeling Wetgeving.

Artikel 34 van het voorliggende ontwerp bevat echter geen bepaling waarmee het zichzelf een machtiging verleent; een dergelijke bepaling zou bovendien geen enkele zin hebben.

Teneinde derhalve te voorkomen dat hetzelfde onderwerp wordt behandeld in een toenemend aantal regelgevende teksten, dienen de bepalingen van dat andere ontwerp te worden ingevoegd na dit artikel.

Artikelen 39 en 40

De steller van het ontwerp moet kunnen rechtvaardigen waarom het personeelslid op proef zijn proeftijd niet mag doormaken in een ministerieel kabinet van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Artikel 42

Het acroniem “HRM” moet uitdrukkelijk worden gedefinieerd wanneer het voor het eerst wordt gebruikt. Wat de Franse versie betreft, dient er voorts te worden op gewezen dat zodra de definitie van “GRH” is gegeven, steeds dit acroniem moet worden gebezigd, en niet “DRH” zoals in sommige bepalingen van het ontwerp[16].

Artikel 59

Het is onnodig te vermelden dat de eed moet worden afgelegd “in de termen bepaald bij artikel 2 van het decreet van 20 juli 1831”.

Het eerste lid dient dus te worden weggelaten.

Opschrift van onderafdeling 2, van afdeling 2, van hoofdstuk I, van titel IV van boek I

Onderafdeling 2, van afdeling 2, van hoofdstuk I, van titel IV van boek I bevat enkel artikel 69. Dat artikel voorziet alleen in een voorwaarde betreffende de evaluatie. De woorden “geschiktheid, opleiding en” moeten dus worden weggelaten uit het opschrift van deze onderafdeling.

[16] Zie met name de artikelen 107, 120 en 123 van het ontwerp.

Opschrift van onderafdeling 1, van afdeling 3, van hoofdstuk I, van titel IV van boek I

Onderafdeling 1, van afdeling 3, van hoofdstuk I, van titel IV van boek I bevat enkel artikel 74. Dat artikel bepaalt geen enkele voorwaarde betreffende de geschiktheid. Het woord “, geschiktheid” moet dus worden weggelaten uit het opschrift van deze onderafdeling.

Artikel 74

Een van de voorwaarden die in artikel 74 van het voorliggende ontwerp worden gesteld om in aanmerking te komen voor een bevordering is een evaluatie “voldoende” te hebben. Artikel 127 van het ontwerp voorziet echter alleen in de evaluaties “gunstig”, “onder voorbehoud” en “onvoldoende”. Het ontwerp moet worden gewijzigd teneinde te zorgen voor een betere overeenstemming tussen deze artikelen.

Deze opmerking geldt ook voor artikel 389.

Artikel 77

Gelet op de verwijzing die in het vierde lid wordt gemaakt naar artikel 296 van het ontworpen besluit, is het vijfde lid, naar het zich laat aanzien, overbodig.

Het vijfde lid moet worden weggelaten omdat het onverenigbaar is met artikel 296.

Artikel 78

Aangezien het ontwerp alleen voor het Parkeeragentschap geldt, moet in artikel 78 worden verduidelijkt welke overheid de bevoegdheid tot benoemen heeft.

Artikel 80

De tweede zin moet worden verbeterd rekening houdende met de eerste zin.

Artikel 81

Paragraaf 3 moet worden aangevuld met de woorden “als bepaald in § 2”.

Artikel 84

Aangezien het ontwerp alleen voor het Parkeeragentschap geldt, moet in artikel 84 de bevoegde minister worden vermeld.

Artikel 88

Betreffende het tweede lid wordt verwezen naar de opmerking bij artikel 34 van het ontwerp.

Artikel 90

Men schrijve in dit artikel “mandaten” in plaats van “betrekkingen” aangezien het artikel deel uitmaakt van een hoofdstuk dat uitsluitend aan de mandaten is gewijd.

Artikel 91

In artikel 91, § 3, 1°, van het ontwerp is het, naar het zich laat aanzien, correcter “de kandidaturen bedoeld in artikel 90, § 3;” te schrijven; bij het verzoek aan de selectiecommissie moeten immers alle ingediende kandidaturen worden gevoegd.

Artikel 92

1. In artikel 92, § 1, tweede lid, moet niet worden voorgeschreven dat de beslissing om iemand van de selectie uit te sluiten gemotiveerd wordt. Deze verplichting vloeit immers reeds voort uit de wet van 29 juli 1991 ‘betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen’.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 93 en 107, vijfde lid.

2. Men schrijve in het derde lid van artikel 92, § 1, van het ontwerp “de kandidaat” in plaats van “iedere kandidaat”.

3. In het vierde lid van dezelfde paragraaf is het woord “definitieve” onduidelijk in zoverre het de indruk doet ontstaan dat geen beroep bij de rechtbank meer kan worden ingesteld, wat buiten de bevoegdheid van de steller van de handeling valt. Dit woord moet dus worden weggelaten.

Dezelfde opmerking geldt voor het vijfde lid.

4. In het vijfde lid van dezelfde paragraaf lijken de woorden “Wanneer de selectiecommissie een uitspraak doet over de toelatingsvoorwaarden van de kandidaten” niet geschikt in zoverre deze commissie luidens het eerste lid van dezelfde paragraaf de algemene en bijzondere toelatingsvoorwaarden altijd moet controleren. Het is beter te schrijven “Wanneer de commissie een kandidaat uitsluit”.

5. In paragraaf 2, derde lid, moet verwezen worden naar “artikel 91, § 3” in plaats van naar “artikel 92, § 3”.

Artikel 93

In artikel 93 van het ontwerp wordt bepaald dat de regering de mandaathouders onder de kandidaten aanwijst. De afdeling Wetgeving heeft bedenkingen bij het gebruik van het meervoud voor het woord mandaathouder in zoverre meerdere mandaten niet in een enkele procedure kunnen worden toegekend, zoals kan worden opgemaakt uit artikel 84 dat stelt “Vóór elke toekenning van een mandaat legt de overheid de doeleinden vast die tijdens dit mandaat moeten bereikt worden” en uit artikel 90, § 3, tweede lid, dat voor elk mandaat een kandidaatstelling voorschrijft. Het ontwerp moet beter worden geredigeerd indien het meerdere aanwijzingen als gevolg van een enkele procedure mogelijk wil maken.

Artikel 96

De afdeling Wetgeving stelt voor, teneinde alle onduidelijkheid weg te nemen, in paragraaf 1 te bepalen dat de laatste evaluatie gunstig moet zijn.

Artikel 126

In het tweede en het vijfde lid van de Franse tekst moet het werkwoord “pouvoir” in de onvoltooid tegenwoordige tijd staan.[17]

Artikel 134

In plaats van in het eerste lid te bepalen dat het beroep ingesteld moet worden bij de bevoegde instantie, en in het derde lid te preciseren dat dat de regering is, moet al in het eerste lid bepaald worden welke de bevoegde instantie is.

[17] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab Wetgevingstechniek, aanbeveling 3.11.1.

Artikel 135

1. Gezien de opmerking gemaakt bij artikel 134 moeten de woorden “De beroepsinstantie bedoeld in artikel 134” vervangen worden door de woorden “De regering”.

2. Artikel 135 van het ontwerp bepaalt dat de mandaathouder die beroep instelt tegen een evaluatie, op zijn verzoek kan worden gehoord.

Het spreekt vanzelf dat het horen van die mandaathouder overeenkomstig de vereisten van behoorlijk bestuur moet kunnen plaatsvinden op voorwaarden die dat personeelslid in staat stellen zijn standpunt met volle kennis van zaken naar voren te brengen, hetgeen duidelijk lijkt te impliceren dat hij onder meer de stukken van het dossier moet kunnen inkijken eer hij gehoord wordt.

Artikel 152

In de tweede zin moeten de woorden “Hij hoort” vervangen worden door de woorden “Zij horen”.

Artikel 166

De woorden “de door hem aangewezen” moeten vervangen worden door de woorden “de door hen aangewezen”.

Artikel 178

Het voorliggende ontwerp is enkel van toepassing op het Parkeeragentschap. Er is dus geen reden om in artikel 178, tweede lid, te verwijzen naar instellingen van categorie A en categorie B.

Artikel 179

Terwijl in de overige voorliggende bepalingen sprake is van gezamenlijke beslissingen van de directeur-generaal “en” de adjunct-directeur-generaal, is in paragraaf 1, tweede lid, en paragraaf 5 van de voorliggende bepaling sprake van een toestemming van de directeur-generaal “of” van de adjunct-directeur-generaal.

De afdeling Wetgeving vraagt zich af of dat inderdaad de bedoeling is van de steller van het ontwerp.

Dezelfde opmerking geldt voor de overige bepalingen van het ontwerp die ook in die twee mogelijkheden voorzien.

Artikel 180

Artikel 180, § 2, tweede lid, van het ontwerp bepaalt het volgende:

> "De wedde van de ambtenaar, die de leeftijd van vijftig jaar heeft bereikt (…) wordt vermeerderd met het vijfde van de wedde die verschuldigd zou zijn voor de prestaties die niet worden verstrekt."

De steller van het ontwerp wordt erop gewezen dat luidens richtlijn 2000/78/EG van de Raad van de Europese Unie van 27 november 2000 'tot instelling van een algemeen kader voor gelijke behandeling in arbeid en beroep', elke discriminatie op grond van leeftijd verboden is. Dit verbod geldt voor alle werknemers, zowel in de overheidssector als in de particuliere sector, en heeft betrekking op de arbeids- en werkgelegenheidsvoorwaarden, met inbegrip van de beloning.

Artikel 6, lid 1, tweede alinea, a), van deze richtlijn bepaalt weliswaar:

> "Niettegenstaande artikel 2, lid 2, kunnen de lidstaten bepalen dat verschillen in behandeling op grond van leeftijd geen discriminatie vormen indien zij in het kader van de nationale wetgeving objectief en redelijk worden gerechtvaardigd door een legitiem doel, met inbegrip van legitieme doelstellingen van het beleid op het terrein van de werkgelegenheid, de arbeidsmarkt of de beroepsopleiding, en de middelen voor het bereiken van dat doel passend en noodzakelijk zijn.
>
> Dergelijke verschillen in behandeling kunnen onder meer omvatten:
>
> het creëren van bijzondere voorwaarden voor toegang tot arbeid en beroepsopleiding, van bijzondere arbeidsvoorwaarden en -omstandigheden, met inbegrip van voorwaarden voor ontslag en beloning voor jongeren, oudere werknemers en werknemers met personen ten laste, teneinde hun opneming in het arbeidsproces te bevorderen, en hun bescherming te verzekeren;
>
> (…)".

De steller van het ontwerp moet kunnen rechtvaardigen dat hij enkel aan de werknemers ouder dan vijftig jaar het voordeel toekent dat ze ondanks de vermindering van de arbeidsprestaties hun beloning of een deel van hun beloning behouden.

Deze rechtvaardiging moet rekening houden met de bijzondere omstandigheden van de maatregel zoals hij is genomen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en kan niet gegrond zijn op het feit dat het verschil reeds voor andere categorieën werknemers zou bestaan – *in casu* de statutair tewerkgestelde werknemers – of zou zijn ingevoerd door een tekst die bovendien door een ander bevoegdheidsniveau is aangenomen.

Artikel 199

Het verlof dat een ambtenaar kan krijgen om een kind op te nemen met het oog op pleegvoogdij of als gevolg van een rechterlijke beslissing tot plaatsing in een opvanggezin, waarin artikel 199 van het ontwerp voorziet, is het enige verlof omschreven in de afdeling betreffende de verloven om familiale redenen dat niet kan worden gesplitst.

De steller van het ontwerp moet deze verschillende behandeling kunnen verantwoorden. Die verantwoording kan niet gebaseerd zijn op de omstandigheid dat de duur van dat verlof beperkt is. Dat verlof kan immers zes weken[18] bedragen, wat overeenstemt met de duur van het verlof voor adoptie van een kind beneden de tien jaar (artikel 198).

Artikel 207

In de Franse versie moet in paragraaf 3, tweede lid, het woord “qui” ingevoegd worden tussen de woorden “avant le septième jour” en de woorden “suit le jour de la naissance”.

Artikel 225

Artikel 225, § 2, van het ontwerp bepaalt dat het verlof evenwel bezoldigd wordt wanneer de ambtenaar wordt aangewezen als nationale deskundige krachtens de beschikking van 26 juli 1988 of 7 januari 1998[19] van de Commissie van de Europese Gemeenschappen ‘tot vaststelling van de regeling die geldt voor nationale deskundigen die bij de diensten van de commissie gedetacheerd zijn’. Die formulering is overgenomen uit artikel 213, § 2, van het besluit van 26 september 2002. Ze is niet langer correct doordat nieuwe teksten de regeling voor nationale deskundigen gedetacheerd bij de Europese instellingen hebben gewijzigd of aangevuld, zie bijvoorbeeld het besluit van de Europese Commissie van 12 november 2008 ‘betreffende de regeling die van toepassing is op nationale deskundigen die gedetacheerd zijn of een beroepsopleiding volgen bij de diensten van de Commissie’ of het besluit van de Hoge Vertegenwoordiger van de Unie voor Buitenlandse Zaken en Veiligheidsbeleid van 23 maart 2011 ‘tot vaststelling van de regeling die van toepassing is op nationale deskundigen die zijn gedetacheerd bij de Europese dienst voor extern optreden’.

[18] Of zelfs twaalf weken indien het opgenomen kind getroffen is door een lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid van ten minste 66 pct.

[19] Deze beschikking is opgeheven bij artikel 32 van de beschikking van de Commissie van 27 februari 2004 met hetzelfde onderwerp.

De steller van het ontwerp moet deze paragraaf, die overigens twee keer voorkomt in de tekst die voor advies aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State is voorgelegd, herzien.

Deze opmerking geldt ook voor artikel 226, § 2.

Artikel 226

1. In artikel 226, § 1, verwijst de steller van het ontwerp naar latere machtigingen. Ook in artikel 227, eerste lid, verwijst hij naar latere machtigingen, en in het tweede lid van die bepaling stelt hij het volgende:

> "Voor de toepassing van het eerste lid van dit besluit (lees: artikel) wordt als latere machtiging beschouwd, die welke iedere latere periode dekt van een opdracht in dienst van dezelfde regering, van hetzelfde openbaar bestuur of van dezelfde instelling voor zover de beschouwde periode van de voorafgaande periode niet wordt gescheiden door een termijn die zes maanden overschrijdt".

De afdeling Wetgeving vraagt zich af of niet dezelfde precisering moet worden vermeld in artikel 226, § 1.

2. Aangezien het voorliggend ontwerp alleen van toepassing is op het Parkeeragentschap, behoort in artikel 226, § 3, te worden vermeld wie de bevoegde minister is.

Artikel 237

Luidens artikel 25, § 1, van de voornoemde ordonnantie van 22 januari 2009 heeft het Parkeeragentschap rechtspersoonlijkheid. De steller van het ontwerp moet dus nagaan of in artikel 237 van het ontwerp niet geschreven moet worden "dat als grondslag dient voor de indeplaatsstelling van het Parkeeragentschap" in plaats van "dat als grondslag dient voor de indeplaatsstelling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest".

Artikel 258

De verwijzing in artikel 258 van het ontwerp moet worden herzien.

Artikel 261

Overeenkomstig de huidige benamingen gebruikt in de Grondwet, moet in artikel 261 van het ontwerp verwezen worden naar parlementen en niet naar raden.

Artikel 263

In artikel 263 verwijst het ontwerp naar de artikelen 5 en 29 van de Nieuwe Gemeentewet. Artikel 29 is opgeheven bij artikel 44 van de ordonnantie van 17 juli 2003. De steller van het ontwerp moet die verwijzing actualiseren.

Artikel 276

In artikel 276 van het ontwerp zijn de woorden “in ieder bestuur” en “de chef van hun bestuur” niet geschikt, aangezien het ontwerp enkel betrekking heeft op het Parkeeragentschap.

Artikel 277

Het voorliggende ontwerp is alleen van toepassing op het Parkeeragentschap. Er is dus geen reden om in de Franse lezing van artikel 277 te verwijzen naar instellingen van categorie A en de bevoegde minister aan te wijzen.

Artikel 278

In artikel 278, § 2, moet het nummer worden vermeld van het artikel waarnaar wordt verwezen.

Artikel 286

Ter wille van de leesbaarheid van het ontwerp, en bijgevolg ook van de rechtszekerheid, verdient het aanbeveling duidelijker aan te geven hoe de dag studieverlof voor het eerste examengedeelte, waarvan sprake is in artikel 286, derde lid, aansluit bij de overige studieverloven waarover dit artikel handelt.

Artikelen 301 tot 318

De steller van het ontwerp neemt in de artikelen 301 tot 318 de bepalingen over van het besluit van 26 september 2002 waarbij een gemeenschappelijk raad van beroep voor de instellingen van openbaar nut wordt ingesteld, die kennisneemt van de beroepen in

tuchtzaken, en de regels voor die raad worden vastgesteld. Die werkwijze is niet correct. Er moet veeleer te werk gegaan worden zoals in artikel 16 en naar die commissie van beroep en naar de procedureregels die vóór die commissie van toepassing zijn worden verwezen.

De artikelen 326 en 327 van het ontwerp moeten dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikel 322

Het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk waarom de steller van het ontwerp in artikel 322 de lagere inschaling niet vermeldt bij de tuchtstraffen die geschrapt kunnen worden. De steller van het ontwerp moet dat verschil in behandeling kunnen verantwoorden.

Artikel 325

Artikel 325 van het ontwerp bepaalt dat het personeelslid ten aanzien van wie overwogen wordt een maatregel van schorsing in het belang van de dienst te nemen, gehoord wordt.

Het spreekt vanzelf dat het horen van dat personeelslid overeenkomstig de vereisten van behoorlijk bestuur moet kunnen plaatsvinden op voorwaarden die dat personeelslid in staat stellen zijn standpunt met volle kennis van zaken naar voren te brengen, hetgeen duidelijk lijkt te impliceren dat hij onder meer de stukken van het dossier moet kunnen inkijken eer hij gehoord wordt.

Artikel 334

Opnieuw moet worden vermeld wie de bevoegde minister is.[20]

Artikel 340

1. Het eerste lid van artikel 340 van het ontwerp, dat bepaalt dat een gehandicapte persoon de mogelijkheid heeft SELOR om “een behoorlijke inrichting” te vragen bij zijn deelname aan de wervingsexamens, moet gewijzigd worden. In het voorliggende ontwerp is het optreden van SELOR immers niet meer vereist.

[20] Vergelijk met artikel 336 van het ontwerp waarin staat: “de functioneel bevoegde minister”.

2. Ook het vijfde lid, dat bepaalt dat de minister of zijn gemachtigde bij de aanwerving voorrang kan verlenen aan gehandicapte personen, moet gewijzigd worden opdat het strookt met de bevoegdheden van de raad van bestuur inzake aanwerving en benoeming van het personeel van het Parkeeragentschap.

Artikel 358

Artikel 358, § 3, van het ontwerp lijkt onderdeel 2° van paragraaf 1 van hetzelfde artikel te overlappen. De steller van het ontwerp moet nagaan of het niet geschrapt kan worden.

Artikel 359

1. In de Franse versie van paragraaf 1 van artikel 359 van het ontwerp moeten de voetnootverwijzingen vervallen.

2. Artikel 359, § 6, 1°, van het ontwerp voorziet in een leeftijdsvereiste opdat een periode waarin een ambtenaar die die hoedanigheid nog niet had, in aanmerking wordt genomen voor de berekening van het vakantiegeld van die ambtenaar. Wat dat betreft wordt verwezen naar de opmerking bij artikel 180.

Boek II, titel II, hoofdstuk III, afdeling 2. De toelage voor nacht-, zaterdag-, en zondagwerk

1.1 Boek II, titel II, hoofdstuk III, afdeling 2, met als opschrift “De toelage voor nacht- zaterdag-, en zondagwerk” strekt ertoe de toekenning te regelen van een compensatieverlof of een toelage aan ambtenaren die prestaties leveren tussen tweeëntwintig uur en zes uur of op een zondag, of een wettelijke of erkende feestdag.

1.2 Aangezien het voorliggende ontwerp betrekking heeft op ambtenaren waarop de wet van 14 december 2000 ‘tot vaststelling van sommige aspecten van de organisatie van de arbeidstijd in de openbare sector’ van toepassing is, moet rekening gehouden worden:

- wat de nachtprestaties betreft, met de artikelen 11 tot 21 van die wet;

- wat de zondagprestaties betreft, met artikel 7 van die wet.

De steller van het ontwerp wordt er dus op gewezen dat het ontworpen besluit maar kan in zoverre het alle bepalingen van de wet van 14 december 2000 in acht neemt, en meer in het bijzonder de waarborgen die deze wet biedt met betrekking tot het nacht- en zondagwerk.

Dat is niet het geval met de regeling van het compensatieverlof voor zondagprestaties voor zover het voorziet in een toelage wanneer dat compensatieverlof niet binnen vier maanden kon worden toegekend.

2. Aangezien de wet van 14 december 2000 het kader vormt waarin de ontworpen regeling moet worden ingepast, komt het de steller van het ontwerp niet toe het begrip nachtprestaties te definiëren, zoals hij dat doet in artikel 373. Dat begrip hangt immers nauw samen met dat van nachtarbeid gedefinieerd in artikel 10, tweede lid, van de wet van 14 december 2000 als zijnde de arbeid verricht tussen twintig uur en zes uur.

Het is de bedoeling van de steller van het ontwerp de voorwaarden vast te stellen voor het toekennen van een compensatieverlof of een toelage voor prestaties verricht binnen een bepaald tijdblok. Daartoe moet artikel 373 als volgt worden gesteld:

“Art. 373. Er wordt een compensatieverlof of een toelage toegekend voor de prestaties verricht tussen 22 uur en 6 uur”.

Het lijkt daarentegen zinloos zondagprestaties als dusdanig te definiëren, te meer daar het ontwerp deze niet beperkt tot de prestaties verricht op een zondag. Het lijkt eenvoudiger om het begrip “prestaties verricht op zondagen of op de feestdagen bedoeld in artikel 191” te gebruiken.

Voorgesteld wordt dus de terminologie gebruikt in de voorliggende afdeling aan te passen.

Artikel 379

In artikel 379 van het ontwerp wordt verwezen naar een huisvestingstoelage en naar een toelage voor huisbewaarders waarin de hoofdstukken V en VI zouden voorzien. Het ontwerp dat voorgelegd is aan de afdeling Wetgeving voorziet echter niet in zulke toelagen. De interne samenhang van de tekst moet op dat punt hersteld worden.

Artikelen 380 en 381

De regeling die is uitgewerkt voor de tweetaligheidspremie is niet uitvoerbaar doordat er herhaaldelijk verwezen wordt naar artikel 9, § 1, van het koninklijk besluit van 8 maart 2001 ‘tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken samengevat op 18 juli 1966’, terwijl die paragraaf niet meer bestaat sedert arrest nr. 217.481 van 24 januari 2012 van de afdeling Bestuursrechtspraak van de Raad van State.

Artikelen 384 en 385

De voetnootverwijzingen moeten vervallen.

Artikel 388

In artikel 388, § 1, tweede lid, van het ontwerp wordt verwezen naar de graden van wetenschappelijk attaché, eerste wetenschappelijk attaché en wetenschappelijk directeur, terwijl het ontwerp niet in zulke graden voorziet. De interne samenhang van de tekst moet worden hersteld.

Artikel 414

Aangezien de regering zichzelf geen delegatie kan verlenen, moet de delegatie in artikel 414 van het ontwerp vervallen.

Artikel 425

Aangezien de regering zichzelf bezwaarlijk een delegatie kan verlenen, moeten de nadere regels voor de toepassing van artikel 425 in het ontwerp zelf worden bepaald, en moet de delegatie waarin paragraaf 2 voorziet, vervallen.

Boek IV. Opheffings-, wijzigings, overgangs- en slotbepalingen

Het ontwerp bevat weliswaar slotbepalingen, ook al ontbreekt de uitvoeringsbepaling, maar geen opheffings- of wijzigingsbepalingen, aangezien het het eerste statuut van het Parkeeragentschap vaststelt. Het opschrift van boek IV moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikel 432 moet zo gewijzigd worden dat verwezen wordt naar de personen die de taalpremie genoten voordat ze bij het Parkeeragentschap zijn benoemd, en er behoort niet verwezen te worden naar artikel 380 van het ontwerp.

Artikel 433 moet grondig herwerkt worden. Er moet verwezen worden naar opleidingen die erkend kunnen worden als vrijwillige beroepsopleiding en die genoemd worden in artikel 281. Ook moet duidelijker worden aangegeven dat deze bepaling slaat op de versnelde functionele loopbaan geregeld in artikel 82. Bovendien lijkt het nodig de voorwaarde te behouden dat deze opleiding op professioneel gebied relevant moet zijn in het licht van de opdrachten van het Parkeeragentschap.

Artikel 434 van het ontwerp moet vervallen. De erin vervatte afwijking van artikel 34, die voor de eerste aanstelling van mandaathouders de personen beoogt uit te sluiten die niet worden genoemd in de erin opgesomde categorieën van betrekkingen, lijkt immers moeilijk te verantwoorden in het licht van het grondwettelijke beginsel van gelijkheid en non-discriminatie en van het beginsel van een gelijke toegang tot het openbaar ambt. Aangezien de steller van het ontwerp ervoor wil zorgen dat anderen in die ambten kunnen worden benoemd, lijkt het immers niet gerechtvaardigd ze uit te sluiten van eerste benoemingen, te meer daar krachtens het ontworpen artikel 133, § 2, tweede lid, de regering in het geval van een gunstige evaluatie mandaten kan verlengen zonder dat voor die betrekkingen wordt overgegaan tot een nieuwe toekenningsprocedure.

Artikel 435

Artikel 435 van het ontwerp bepaalt dat het besluit “uitwerking heeft” op een nog niet nader bepaalde datum.

Uit de woorden “heeft uitwerking” kan normaliter worden afgeleid dat het de bedoeling is van de steller van het ontwerp terugwerkende kracht te verlenen aan de regeling.

Zulk een retroactiviteit is voor een besluit slechts onder bepaalde voorwaarden aanvaardbaar, te weten indien voor de retroactiviteit een wettelijke grondslag bestaat, de retroactiviteit betrekking heeft op een regeling die voordelen toekent of in zoverre de retroactiviteit noodzakelijk is voor de goede werking of de continuïteit van de diensten en daardoor in beginsel geen verkregen situaties worden aangetast. Dat lijkt niet verenigbaar met de strekking van het ontwerp, die erin bestaat het eerste administratief statuut en de eerste bezoldigingsregeling van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vast te stellen.

Indien het enkel de bedoeling is van de steller van het ontwerp af te wijken van de gebruikelijke termijnen van inwerkingtreding van besluiten, die bedoeld zijn om elkeen een redelijke termijn te geven om kennis te nemen van de nieuwe regels, moet de steller van het ontwerp, indien hij die termijn verkort, de precieze reden kunnen opgeven die die afwijking verantwoordt.

In te voegen artikel

De uitvoeringsbepaling ontbreekt.[21]

[21] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab Wetgevingstechniek, aanbevelingen 162 tot 168.

Bijlagen

1. De bijlagen moeten gepresenteerd worden overeenkomstig de regels van de wetgevingstechniek.[22]

2. Bijlage 2 is klaarblijkelijk niet aangepast aan het voorliggende ontwerp, aangezien ze niet voorziet in het geval dat de raad van bestuur van het Parkeeragentschap optreedt in plaats van SELOR.

SLOTOPMERKINGEN

1. De afdeling Wetgeving wijst erop dat de Franse versie van de tekst die haar is voorgelegd niet afgewerkt is. Zo bijvoorbeeld begint de Franse versie van artikel 36 met de woorden “Le raad van bestuur fixe les fonctions”, bevat artikel 50, tweede lid de passage “du stagiaire à l’autorité investie du pouvoir de nomination visée au conseil d’administration” en bevat artikel 133, § 1, de passage “a lieu après six mois qui suivent cette première évaluation”.

2. De Franse versie moet herzien worden op het stuk van de spelling en de typografie.[23]

De Nederlandse versie van haar kant is eveneens vatbaar voor verbetering. Zo schrijve men bijvoorbeeld “examen” of “examengedeelte” in plaats van “proef” en “proeftijd” in plaats van “stage”.

3. De woorden “van dit besluit” zijn overbodig wanneer het gaat om interne verwijzingen binnen hetzelfde besluit.

4. Hetzelfde geldt voor de woorden “van dit artikel”, wanneer het gaat om interne verwijzingen binnen hetzelfde artikel.[24]

5. De streepjes moeten vervangen worden door een nummering. Het ontbreken van een nummering bemoeilijkt de identificatie van de onderdelen van de opsomming en

[22] *Ibid*., aanbeveling 172.

[23] Zie, bij wijze van voorbeeld, de artikelen 300 en 301.

[24] *Ibid*., aanbeveling 72.

verhoogt de kans op vergissingen bij verwijzingen, inzonderheid bij toekomstige wijzigingen.[25]

6. Er is, overeenkomstig artikel 25 van de voornoemde ordonnantie van 22 januari 2009, geen reden om in de Franse versie het woord “stationnement” met een hoofdletter te schrijven in de uitdrukking “l’Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale”.

7. De ISO-code “EUR” en het symbool “€” moeten vervangen worden door het woord “euro”, voluit geschreven, in het enkelvoud.[26]

8. Ronde haakjes, waarvan de betekenis onzeker is, moeten weggelaten worden.[27]

9. Het ontworpen besluit moet zorgvuldig worden nagelezen om met deze opmerkingen rekening te houden.

---

[25] *Ibid.*, aanbeveling 59.

[26] *Ibid.*, aanbeveling 6.4.

[27] *Ibid.*, aanbeveling 86.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P.LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J.JAUMOTTE, S.BODART,	staatsraden,
Mevrouw de Heer	A.WEYEMBERGH, Y.DE CORDT,	assessoren van de afdeling Wetgeving,
Mevrouw	C.GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer Y. DELVAL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER DE VOORZITTER

C. GIGOT P. LIÉNARDY